

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1284

[C - 97/12491]

17 JUIN 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 3, § 8 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Le Ministre de la Santé publique,
Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 5, alinéa 2, remplacé par la loi du 26 juillet 1996 et modifié par la loi du 6 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 3, § 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, dans le secteur concerné, il n'a pas été possible de conclure un protocole d'accord mixte privé/public avant l'échéance du 1^{er} avril 1997, que la mesure doit pouvoir être opérationnelle sans délai et que les employeurs concernés doivent connaître immédiatement les modalités d'exécution,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° institutions : les hôpitaux visés à l'article 2 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et les maisons de soins psychiatriques agréées conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques;

2° travailleurs : les ouvriers, employés, agents statutaires, agents temporaires et le personnel contractuel occupés dans une institution visée au 1°;

3° l'arrêté royal : l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 2. Pour avoir droit, pour chaque travailleur qu'ils occupent au moins à mi-temps, à la réduction forfaitaire visée à l'arrêté royal du 5 février 1997 fixant le montant trimestriel de la réduction forfaitaire de cotisations patronales dans le secteur non marchand, les institutions visées à l'article 1^{er}, 1°, doivent adresser par lettre recommandée à la poste un acte d'adhésion au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, administration des soins de santé.

Art. 3. § 1^{er}. L'acte d'adhésion visé à l'article 2 doit comprendre les éléments suivants :

a) un calcul précis pour l'institution concernée du produit des réductions de cotisations visées à l'article 2;

b) la répartition des travailleurs de l'institution concernée selon le modèle figurant en annexe du présent arrêté;

c) l'engagement de recruter des assistants en logistique défini par l'arrêté ministériel du 17 juin 1997 définissant la fonction d'assistant en logistique;

d) l'engagement de rédiger un rapport semestriel visé à l'article 7 du présent arrêté.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.

Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1284

[C - 97/12491]

17 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 3, § 8 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
De Minister van Volksgezondheid,
De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid van de werknemers inzonderheid op artikel 35, § 5, tweede lid, vervangen door de wet van 26 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 6 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, inzonderheid op artikel 3, § 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, in de betrokken sector, het niet mogelijk was voor de vervalddag van 1 april 1997 een gemengd privé/openbaar protocol-akkoord te sluiten, dat de maatregel onmiddellijk operationeel moet zijn en dat de betrokken werkgevers onverwijld de uitvoeringsmodaliteiten dienen te kennen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° instellingen : de ziekenhuizen bedoeld in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en de psychiatrische verzorgingstehuizen, erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 1990 houdende de vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van de psychiatrische verzorgingstehuizen;

2° werknemers : arbeiders, bedienden, statutaire ambtenaren, tijdelijke ambtenaren en het contractueel personeel tewerkgesteld in een instelling bedoeld in 1°;

3° het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Art. 2. Om voor iedere werknemer die ze minstens halftijds tewerkstellen, recht te hebben op de forfaitaire vermindering bedoeld in het koninklijk besluit van 5 februari 1997 tot bepaling van het kwartaalbedrag van de forfaitaire bijdragevermindering in de non-profit sector, dienen de instellingen bedoeld in artikel 1, 1°, per aangetekend schrijven een toetredingsakte over te maken aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, bestuur der gezondheidszorgen.

Art. 3. § 1. De toetredingsakte bedoeld in artikel 2 moet de volgende elementen bevatten :

a) een nauwkeurige berekening voor de betrokken instelling van de opbrengst van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 2;

b) de verdeling van de werknemers van de betrokken instelling volgens het model in bijlage van dit besluit;

c) de verbintenis om logistiek assistenten aan te werven overeenkomstig het ministerieel besluit van 17 juni 1997 tot vaststelling van de functie van logistiek assistent;

d) de verbintenis om een semestrieel rapport op te stellen bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981.

Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

§ 2. L'acte d'adhésion visé au § 1^{er} est approuvé par le Ministre de la Santé publique, le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales.

Art. 4. La réduction des cotisations patronales de sécurité sociale visée à l'article 2 du présent arrêté est accordée à partir du premier jour du trimestre qui suit la date d'envoi de l'acte d'adhésion approuvé visé au même article. Les Ministres visés à l'article 3, § 2, peuvent retarder cette entrée en vigueur.

Art. 5. § 1^{er}. Le nombre d'assistants en logistique à engager et l'augmentation du volume de travail sont calculés par institution conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal. Il peut toutefois y être dérogé, conformément à l'article 4, § 6 de l'arrêté royal, à la demande de l'institution concernée, lorsque celle-ci peut prouver qu'elle diminue son nombre de lits ou prend part à une opération de fusion.

§ 2. Les assistants en logistique sont occupés au moins à mi-temps.

§ 3. Pour le calcul de l'augmentation nette du nombre d'assistants en logistique, le montant visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal est fixé à 212.500 francs (valeur 1^{er} juin 1997) par trimestre pour un recrutement au moins à 4/5 temps; pour une durée de travail plus courte, ce montant est réduit au pro rata de cette durée, jusqu'à 132.813 francs (valeur 1^{er} juin 1997) pour une occupation à mi-temps.

Les montants précités sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, modifiée par l'arrêté royal du 13 décembre 1989.

Art. 6. En ce qui concerne la réalisation dans le temps des engagements visés à l'article 5 du présent arrêté, les institutions doivent réaliser avant la fin du premier trimestre d'entrée en vigueur de l'acte d'adhésion visé à l'article 2 au minimum 50 % des embauches prévues et une augmentation de 25 % minimum du volume de travail prévu, et pour le dernier jour du deuxième trimestre, 100 % des embauches préconisées et de 75 % minimum du volume de travail prévu.

Art. 7. L'institution envoie chaque semestre un rapport au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale, pour les institutions privées, et au comité de concertation compétent, pour les institutions publiques, qui contient par trimestre les données suivantes :

- une copie des données du rapport visé à l'article 8;
- une copie de l'acte d'adhésion visé à l'article 2;
- les noms, fonctions et régimes de travail des travailleurs engagés en application du présent arrêté, ainsi que le personnel total occupé au cours du trimestre de référence et du trimestre concerné.

Sur base de cette information, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, pour les institutions privées, et le comité de concertation compétent, pour les institutions publiques, rend un avis en matière d'accroissement net du nombre de travailleurs.

Art. 8. Tous les semestres, l'institution doit transmettre un rapport à l'Administration de la Santé publique du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, qui contient par trimestre au moins les données suivantes :

- l'emploi total exprimé en nombre de travailleurs occupés et en heures rémunérées pour le trimestre de référence et pour le trimestre concerné;
- le produit de la réduction de cotisations;
- le nombre d'assistants en logistique recrutés suite à la réduction de cotisations et copie de leur contrat de travail;
- communication de l'avis visé à l'article 7, § 2, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, pour les institutions privées, et du comité de concertation compétent, pour les institutions publiques;
- une copie des attestations délivrées par le service régional compétent, relatives au suivi de la formation visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 juin 1997 définissant la fonction d'assistant en logistique.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail, le Ministre des Affaires sociales et le Ministre de la Santé publique peuvent demander toute information complémentaire.

§ 2. De toetredingsakte bedoeld in § 1 wordt goedgekeurd door de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Teverkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken.

Art. 4. De vermindering van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2 van dit besluit wordt toegekend vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op de verzendingsdatum van de goedgekeurde toetredingsakte bedoeld in hetzelfde artikel. De Ministers bedoeld in artikel 3, § 2, kunnen deze inwerkingtreding uitstellen.

Art. 5. § 1. Het aantal aan te werven logistiek assistenten en de aangroei van het arbeidsvolume worden berekend per instelling overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit. Er kan evenwel van worden afgeweken, in overeenstemming met artikel 4, § 6 van het koninklijk besluit, op vraag van de betrokken instelling, wanneer deze kan aantonen dat zij haar beddenaantal vermindert of deelneemt aan een fusieoperatie.

§ 2. De logistiek assistenten werken minstens halftijds.

§ 3. Voor de berekening van de netto-aangroei van het aantal logistiek assistenten wordt het bedrag bedoeld in artikel 4, § 1, derde lid van het koninklijk besluit bepaald op 212.500 frank (waarde 1 juni 1997) per kwartaal voor een aanwerving voor tenminste 4/5de tijds; voor een kortere arbeidsduur wordt dit bedrag pro rata verminderd, tot 132.813 frank (waarde 1 juni 1997) voor een halftijdse tewerkstelling.

De voormelde bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1989.

Art. 6. Inzake de realisatie in tijd van de aanwervingen, bedoeld in artikel 5 van dit besluit verbinden de instellingen er zich toe om, voor het einde van het eerste trimester van het in werking treden van de toetredingsakte, zoals voorzien in artikel 2 over te gaan tot minstens 50 % van de voorziene aanwervingen en tot verhoging van minstens 25 % van het voorziene arbeidsvolume en tegen de laatste dag van het tweede trimester tot 100 % van de vooropgestelde aanwervingen en minstens 75 % van het voorziene arbeidsvolume.

Art. 7. De instelling maakt ieder semester aan de ondernemingsraad, of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen, een rapport over, dat volgende gegevens per kwartaal bevat :

- een copie van de gegevens uit het rapport bedoeld in artikel 8;
- een copie van de toetredingsakte bedoeld in artikel 2;
- namen, functies en arbeidsregimes van de in toepassing van dit besluit aangeworven werknemers, evenals van het totale tewerkgesteld personeel in referentiekwartaal en in het betrokken kwartaal.

Op basis van deze informatie verstrekt de ondernemingsraad, of bij ontstentenis de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen, een advies inzake de netto aangroei van het aantal werknemers.

Art. 8. Ieder semester moet de instelling een rapport overmaken aan de Administratie Volksgezondheid van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, dat minstens de volgende gegevens per kwartaal bevat :

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in het aantal tewerkgestelde werknemers en in bezoldigde uren voor het referentiekwartaal en voor het betrokken kwartaal;
- de opbrengst van de bijdrageverminderingen;
- het aantal logistiek assistenten aangeworven ten gevolge van de bijdragevermindering en een copie van hun arbeidsovereenkomst;
- kennisgeving van het advies bedoeld in artikel 7, § 2, van de ondernemingsraad of bij ontstentenis van de syndicale delegatie, voor de privé instellingen, en van de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen;
- een copie van de door de bevoegde regionale dienst afgeleverde attesten van de gevolgde opleiding bedoeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 juni 1997 tot vaststelling van de functie van logistiek assistent.

De Minister van Teverkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Volksgezondheid kunnen elke bijkomende informatie opvragen.

Art. 9. Lorsque l'institution ne respecte pas les conditions visées aux articles 3 à 8 du présent arrêté et après évaluation par les Ministres compétents :

- l'approbation visée à l'article 3, § 2 du présent arrêté peut être retirée;

- pour les institutions visées à l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal, les réductions de cotisations de sécurité sociale accordées indûment peuvent être récupérées par l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales et versées au fonds pour l'emploi non-marchand créé à cette fin;

- pour les institutions visées à l'article 1^{er}, 1° de l'arrêté royal, les réductions de cotisations patronales de sécurité sociale accordées indûment peuvent être récupérées par le Ministère de l'Emploi et du Travail et versées au fonds pour l'emploi non-marchand créé à cette fin.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1997.
Bruxelles, le 17 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET
Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 9. Als de instelling de voorwaarden bedoeld in artikelen 3 tot 8 van dit besluit niet naleeft en na advies van de bevoegde Ministers :

- kan de goedkeuring bedoeld in artikel 3, § 2 van dit besluit worden ingetrokken;

- voor de instellingen bedoeld in artikel 1, 2° van het koninklijk besluit kunnen de ten onrechte toegekende verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen gerecupeerd worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten en gestort aan het daartoe opgerichte non-profit tewerkstellings fonds;

- voor de instellingen bedoeld in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit, kunnen de ten onrechte toegekende verminderingen van werkgeversbijdragen gerecupereerd worden door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en gestort aan het daartoe opgerichte non-profit tewerkstellings fonds.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1997.
Brussel, 17 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET
De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Annexe à l'arrêté ministériel du 17 juin 1997

	Personnel	Contractuels FBIPE	Stagiaires A.R. n° 230
Personnel médical			
Personnel salarié			
Personnel infirmier et soignant			
Personnel paramédical			
Personnel autre			

Bijlage aan het ministerieel besluit van 17 juni 1997

	Personeel	IBF contractuelen	Stagiairs K.B. nr. 230
Medisch personeel			
Loontrekkend personeel			
Verpleegkundig- en verzorgend personeel			
Paramedisch personeel			
Ander personeel			

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 17 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET
Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 17 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET
De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN